



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 06/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JUGAZAN Environnement Services

La Mouleyre Le Bernat et Longs Courreges
33420 Jugazan

Références : 25-360
Code AIOT : 0005211625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement JUGAZAN Environnement Services implanté La Mouleyre, Le Bernat et Longs Courreges 33420 Jugazan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JUGAZAN Environnement Services
- La Mouleyre, Le Bernat et Longs Courreges 33420 Jugazan
- Code AIOT : 0005211625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ISDND exploitée par la société Jugazan Environnement Services est située sur l'emprise d'une ancienne carrière de calcaire à astéries. Le remblaiement de la carrière est réalisé par apport et stockage de déchets d'amiante lié à un matériau inerte et a commencé en 2007 (date d'autorisation d'exploiter initiale) pour une durée de 20 ans. L'autorisation prévoit une quantité maximale admissible de 180 000 m³ et de 18 000 tonnes par an.

L'exploitant est en cours d'exploitation du dernier casier (G') et a débuté une étude afin de créer une extension à son établissement. Il reviendra vers l'inspection pour solliciter les autorisations préfectorales ad hoc.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 3.2.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Consistance des activités	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 1.2.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 3.1.6	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Conformité IED et BREF WT	Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article /	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
5	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Eaux superficielles - PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Mesures d'urgences	AP Complémentaire du 23/12/2014, article 3.2.2	/	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Modification des installations	AP Complémentaire du 23/12/2014, article 1.5.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, donne lieu à un arrêté préfectoral de mise en demeure portant mesures d'urgence. En effet, les déchets n'ayant pas été déposés en couches successives conformément aux dispositions de l'article 3.2.2 l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014, une partie du site présente un front de terre d'une dizaine de mètres en face d'une aire de déchets non comblée.

Il a été constaté le jour de la visite que le front de terre était érodé laissant à l'air libre des big bag déchirés ainsi que leur contenu : des déchets d'amiante liée.

Cette situation est problématique du point de vue de la réglementation ICPE d'une part, mais également de celle de la santé du travailleur chargé de décharger les big bag sous ce front de terre instable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspecteur des installations classées. Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et comportant une évaluation de la densité des déchets et des capacités restantes doit être réalisé tous les ans. + Dispositions également prévues par l'article 25 de l'arrêté du 15 février 2016 : A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.

+ Constat lors de l'inspection du 15/12/2022 :

L'exploitant a présenté en séance et transmis par courriel du 15 décembre 2022 le dernier relevé topographique.

En revanche, l'exploitant ne dispose pas du document présentant les capacités restantes et satisfaisant aux autres exigences des articles 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 et 25 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 rappelées ci-dessus.

L'exploitant établira sous deux mois sur la base du dernier relevé topographique, un document de synthèse présentant les informations exigées aux articles 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 et 25 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Constats :

L'évaluation des capacités d'accueil de déchets d'amiante disponibles restantes a été transmise en date du 08/04/2025 par courriel en amont de la visite d'inspection. A l'issue de l'année 2024, la capacité résiduelle restante était évaluée à 52 613 m³ soit environ 205 193 tonnes (conversion de volume en poids établie par l'exploitant). Initialement en 2007, la capacité de stockage était de 178 944 m³ soit 339 993,6 tonnes.

Un plan topographique de l'ISDND (installation de stockage de déchet non dangereux) du relevé réalisé en date du 05/12/2024 par la société BTP SCAN est également transmis par le même envoi. L'inspection note que ce plan ne contient aucun trait de côte. Il est par conséquent impossible de vérifier l'adéquation entre les estimations réalisées et le remplissage effectif du casier en cours de comblement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre les deux derniers relevés topographiques réalisés (années 2024 et 2023) incluant les traits de côte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Consistance des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, conformité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Situation administrative :

3540 / 2760 : 18000 tonnes par an de déchets d'amiante lié à un support inerte soit 49 t/j

Constats :

Par courriel du 08/04/2025, soit en amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les informations suivantes sur les tonnages de déchets d'amiante liés acceptés depuis 2018. Les tonnages acceptés pour les deux dernières années sont les suivants :

- 2023 : 18 600 tonnes,
- 2024 : 18 300 tonnes.

Les dépassements de la capacité annuelle autorisée sont justifiés par l'exploitant du fait :

- de la fluctuation importante de la demande et donc des tonnages entrants depuis 2018, avec des tonnages entre 2018 et 2021 bien inférieurs à la capacité annuelle autorisée (2018 : 8 792,82 tonnes, 2019 : 9 646,65 tonnes, 2020 : 6 087,62 tonnes, 2021 : 11 371,4 tonnes) ;
- du vide de fouille résiduel permettant de prendre en charge ce surplus compris entre 300 et 600 tonnes jusqu'à la fin de l'exploitation de l'ISDND en octobre 2027.

Au vu de la proximité de la date de fin d'exploitation de l'actuelle ISDND, l'exploitant indique sa volonté de déposer un nouveau dossier d'autorisation environnementale afin d'exercer l'activité de stockage de déchets amiantés au droit de l'ancienne carrière située à environ 200 mètres au Nord du site en cours d'exploitation.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'impérieuse nécessité de déposer un dossier conforme à l'arrêté du 15 février 2016 et compatible avec l'état de l'art en matière de meilleurs techniques disponibles pour ce secteur d'activité. Cela inclut notamment (liste non exhaustive) les points suivants :

- la réalisation d'un plan de phasage, en amont de la phase d'exploitation du site, incluant la réalisation de plusieurs alvéoles réparties sur l'ensemble de la superficie disponible et d'une surface inférieure à 7 000 m² (cette disposition est rendue adaptable sous réserve de justificatifs) la réalisation d'une couverture passive sur les flancs et fonds de casier ;
- la mise en place d'un dispositif de drainage des lixiviats ;
- la réalisation de bassin(s) de retentions(s) permettant d'assurer la gestion séparée(s) des différent(s) effluent(s) aqueux type lixiviats et eaux pluviales internes de ruissellement selon la typologie de déchets admis (*). En cas de respect des dispositions fixées à l'article 39 de l'AM du 15/02/2016 un unique bassin correctement dimensionné peut néanmoins suffire ;
- la réalisation d'une couverture en fin d'exploitation d'un casier ;
- la gestion des effluents extérieurs au site par la création de fossés ;
- la canalisation des effluents vers le milieu récepteur.

(*) Article 39 de l'AM du 15/02/2016 : Les casiers dédiés au stockage de **déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante** ne sont pas soumis aux dispositions des articles 8 à 12, l'article 16-III, les articles 18, 19, 21, 22, 36 et 37. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, l'exploitant établit que l'exploitation des casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante n'entraîne aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les durées prescrites fixées aux articles 35 et 38 peuvent être adaptées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme rappelé lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant se doit d'aviser l'administration de tout dépassement de capacité et d'apporter les justifications nécessaires pour en étayer l'acceptabilité.

Cette notification pourra de préférence intervenir avant la fin de l'année en cours dans le cas où l'exploitant projette un léger dépassement de capacité du fait d'un surplus de demande de ses clients en fin d'année.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 3.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant préservera autour du site un réseau de points de contrôle des eaux souterraines. Ces piézomètres seront au minimum de 2 et doivent permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et l'autre en aval.

+ AM 15/02/2016 - Article 24 :

L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, à minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺,

Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;

- paramètres biologiques : DBO₅ ;

- paramètres bactériologiques : *Escherichia coli*, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;

- autres paramètres : hauteur d'eau.

[...]

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement.

Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant. Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

Constats :

La précédente visite d'inspection avait conduit à constater que l'exploitant n'avait pas créé le 3 piézomètre en aval hydraulique du site pourtant requis pour le réseau de surveillance au regard du porter à connaissance de 2019 et des différentes études de gestion et de maîtrise des eaux transmises. L'exploitant justifiait ce point en s'appuyant sur une impossibilité technique : une facturation de la société SARL SOLUM HYDROGEOLOGIE du 30/07/2019 indiquait pour l'ouvrage en question (PZ3) « intervention impossible d'accès pour la foreuse ».

Lors de la présente visite d'inspection, il est observé que ce constat, c'est-à-dire l'absence d'un troisième piézomètre, est toujours valable. **Ce point reste non conforme.**

Par ailleurs, l'inspection ne retient pas l'argument technique susmentionné avancé par l'exploitant car il serait envisageable de déplacer le piézomètre à un autre emplacement que celui préconisé initialement.

Durant la visite, l'exploitant s'est d'ailleurs engagé à mettre en place un tel ouvrage dans une zone située à l'aval hydraulique du site en cours d'exploitation et en amont de la seconde carrière, vouée, le cas échéant, à accueillir une future activité de stockage (cf. fiche des constats précédente). Au vu de la récurrence de cette non conformité, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder à l'adjonction d'un troisième piézomètre.

Par ailleurs la précédente inspection demandait à l'exploitant, par courriel du 09/11/2023, de réaliser des analyses complémentaires des eaux souterraines pour couvrir l'ensemble des paramètres réglementés par l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Les rapports d'analyse de la qualité des eaux souterraines datés du 20/12/2024 ont été consultés ; les analyses sont effectuées par ASS'TECH ENVIRONNEMENT et ont été réalisées en mai et septembre 2024 uniquement sur deux piézomètres (PZ1 : amont et PZ2 : aval) comme précédemment mentionné. Il est constaté que le listing des paramètres analysés a bien été complété et est conforme vis-à-vis des paramètres listés à l'article 24 de l'AM du 15/02/2016. **La non conformité est levée sur ce point.**
Par ailleurs, les résultats n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose de trois mois pour procéder à l'ajout d'un troisième piézomètre en aval hydraulique de l'installation actuelle. En parallèle, il avise l'inspection de l'implantation de ce piézomètre en déposant un rapport à connaissance.

Une mise en demeure est proposée sur ce sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conformité IED et BREF WT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article /

Thème(s) : Risques chroniques, conformité aux MTD de l'AMPG ISDND mis à jour

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Pour les sites dont la rubrique principale est la rubrique 3540 de la nomenclature des installations classées, la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du code de l'environnement est mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets. Ce réexamen est à réaliser pour l'ensemble des installations présentes sur le site.

Constats :

Ce point n'a pas été abordé durant le temps imparti de la visite d'inspection.

Dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 10 janvier 2024, l'exploitant a transmis en date du 5 mars 2024 un document texte contenant une comparaison des pratiques du site avec l'arrêté ministériel ISDND du 15 février 2016.

Bien que le document ne réponde pas sur la forme (absence d'un dossier pdf transmis de manière

officielle et portant l'intitulé de rapport de réexamen IED) et sur le fond aux attentes de la part de l'inspection puisque l'exploitant n'a pas remis de rapport de base ou un document justifiant l'absence de nécessité de remise d'un rapport de base tel que prévu par l'article R515-59 du code de l'environnement ; il est proposé de ne pas mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Néanmoins s'agissant d'une obligation réglementaire l'exploitant veillera à redéposer de manière officielle un document pdf contenant un réexamen IED (et portant cet intitulé) et un rapport de base ou justification de non remise de ce dernier.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous cinq mois, de remettre à l'inspection une évaluation de conformité aux MTD applicables et de fournir le cas échéant un rapport de base ou un mémoire justificatif de non remise.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Registres des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant **la date d'entrée dans l'établissement** :

[...]

b) Concernant **la dénomination, nature et quantité** :

[...]

c) Concernant **l'origine, la gestion et le transport du déchet** :

[...]

d) Concernant **l'opération de traitement effectuée par l'établissement** :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

[...]

+ AM 15/02/2016 - Article 41 :

Pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, l'exploitant indique dans le registre des admissions, en plus des éléments indiqués à l'article 32 :

- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante ;
- le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;
- l'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés.

+ AP 15/02/2016 - Article 32 :

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité).

En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;
- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.

Constats :

L'exploitant utilise l'application Track'déchet afin d'assurer la traçabilité des déchets entrants. La complétude du registre généré par cette application avec les items susmentionnés (date, poids des chargements, provenance, etc.) est assuré par le bon remplissage des bordereaux de suivi de déchet par l'exploitant et ne fait l'objet d'aucun commentaire de la part de l'inspection.

Durant la visite d'inspection, le bordereau de suivi des déchets n°BSDA-20240117-9SHG144D6 est sélectionné par échantillonnage. Il s'agit d'un chargement de déchet réceptionné sur site en date du 24/01/2024 et classé sous le code CED n° 170605* pour une quantité de 29,54 tonnes en provenance d'un chantier de déconstruction situé à ANDILLY par la société AVENIR DECONSTRUCTION. Le registre fait apparaître dans la colonne « nom du chantier/collecte » la mention suivante : «23-11-05 Terres polluées - ANDILLY (17)».

Les terres amiantifères sont habituellement classées sous le code CED n°23 11 05 et sont actuellement interdites d'acceptation sur l'installation de stockage de la société JUGAZAN ENVIRONNEMENT SERVICE. Par ailleurs il est constaté la présence d'une dizaine de chargements, de provenance et de type identique, sur le mois de janvier 2024.

L'exploitant explique le jour de la visite qu'il s'agit d'une erreur de déclaration de la part du personnel d'accueil chargé de réaliser un contrôle visuel du chargement des camions. Il s'agirait

en réalité d'éverite en provenance d'un important chantier de déconstruction. L'exploitant précise :

- s'en être aperçu à la fin du mois de janvier 2024, d'où l'absence de mention de présence de terres amiantifères dans ces chargements ;
- ne pas être en mesure d'effectuer de correction des BSD à posteriori, l'application Track'déchet ne le permettant pas.

L'inspection a pris note des justifications de l'exploitant, il convient néanmoins de fournir un justificatif écrit tel qu'une lettre de la part du producteur précisant la source des apports, le type des opérations réalisées (exemple chantier de déconstruction) et le type de matériaux apportés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose d'un mois pour apporter les éléments justificatifs permettant de confirmer l'absence de terres amiantifères dans les alvéoles de son installation de stockage de déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Eaux superficielles - PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Présence de PFAS dans les eaux superficielles

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection est revenue sur les résultats de recherche et d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de l'installation conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Ces résultats d'analyses sont datés du 10/06/2024 et ont été réalisés par le laboratoire EUROFINS.

Il est noté plusieurs points :

- la réalisation d'une unique campagne alors que l'arrêté susvisé demande explicitement la

réalisation de trois campagnes. L'exploitant indique ne pas effectuer de rejet des eaux pluviales du bassin de rétention situé au point bas de son installation. Toujours selon ce dernier, depuis le début de la phase d'exploitation de l'ancienne carrière en tant que centre d'enfouissement un seul rejet aurait été effectué ;

- les analyses révèlent que quatre paramètres, en plus des AOF dépassent la limite de quantification : PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFOA. L'exploitant indique que les eaux pluviales ruisselant sur les vignes situées au-dessus de la carrière pourraient potentiellement drainer des substances issues de l'exploitation de ces dernières dont des PFAS.

Au vu de ce qui précède (présence de PFAS et absence de rejets), l'inspection propose de valider la réalisation d'une unique campagne de mesure.

L'exploitant apportera néanmoins la démonstration que le bassin situé au point bas de l'installation de stockage est étanche et qu'aucune infiltration des eaux n'est possible. A noter, sauf erreur, qu'aucun élément en lien avec ce point ne figure dans la note hydrogéologique et hydrologique d'avril 2019 (référéncée W191399). En l'état l'absence de rejet au milieu naturel n'est pas avérée.

Tous les rejets de contaminants devant être supprimés, ou à défaut réduits dans des proportions soutenables sur un plan technico-économique. Il est indiqué durant la visite que l'exploitant devra rechercher les causes de la présence de PFAS et mettre en place des actions pour supprimer ces dernières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant remet sous trois mois un plan d'action incluant :

- la recherche des raisons de la présence de PFAS ou de fluor organique dans les rejets. A titre d'exemple une analyse sur les points suivants pourra être réalisée (liste non exhaustive) : examen des FDS des produits utilisés notamment dans le traitement de la vigne, composition des big bags enfouis, la nature des éventuels émulseurs de lutte contre l'incendie, etc. ;
- les actions pour supprimer ou à défaut réduire la présence de PFAS ;

Il démontre dans les mêmes délais le caractère étanche du bassin de rétention des eaux pluviales et explique précisément comment une absence de rejet est possible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Mesures d'urgences

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2014, article 3.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité du front de déchet et intégrité de l'amiante

Prescription contrôlée :

Article 3.2.2. - Mise en place des déchets :

Les déchets stockés dans les casiers dédiés sont recouverts chaque jour par des matériaux inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 m. »

[...]

« Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. **Les déchets sont déposés en couches successives** et compactées sur site Ils sont recouverts périodiquement pour limiter les nuisances, La quantité minimale de matériaux de recouvrement toujours disponible doit être au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation.

[...]

+ Article L171-8 :

I.- Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. [...]

Constats :

Lors de la visite de l'alvéole en cours de comblement, il a été constaté l'absence d'intégrité de certains déchets amiantés habituellement conditionnés en big bag avant enfouissement. Cette situation est due au non-respect de plusieurs dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement.

Bien que le phasage d'exploitation ait été respecté, il n'en est pas de même pour le positionnement des déchets au sein de la dernière alvéole, dite G', en cours de comblement. En effet les déchets n'ont pas été déposés horizontalement en couches successives au sein du casier G'. De ce fait, le jour de la visite se trouve au sein de cette dernière alvéole un emplacement (d'une surface estimée à 480 m² et d'un volume de 5000 m³ environ) vide de déchet tandis que le reste du volume a été totalement comblé.

Le remblai terrestre, exposé aux intempéries, a subi une érosion progressive, entraînant la détérioration des big bags contenant les déchets et la perte d'intégrité de ces conditionnements (déchirures constatées) : cette dégradation a conduit à la perte du confinement entraînant une exposition de l'amiante à l'air libre. Des photographies sont jointes à la présente fiche des constats à des fins de compréhension.

Cette situation est non conforme au regard des conditions d'exploitation de l'établissement et de l'absence de conditionnement intègre des déchets amiantés.

L'exploitant explique que cette situation dure depuis novembre 2024. À cette période, l'ensemble de la carrière a été comblée, exceptée la surface dont il est question dans la présente fiche de

constats du fait de la présence d'un quai de déchargement mobile pour les camions. C'est au moment du retrait de ce dernier, positionné le long du front de terre recouvrant les déchets, que la situation susmentionnée aurait été rendue visible.

L'inspection relève donc les points non conformes suivants :

- l'absence de dépôt des déchets en couches horizontales successives ;
- l'absence de terres recouvrant les big bag sur la partie érodée du front de terre située en face du front de taille de l'ancienne carrière dans la dernière alvéole G' en cours de remplissage ;
- la dégradation des big bag ainsi que la potentielle perte d'intégrité de l'amiante qui en découle ;
- la perte de stabilité d'au moins une partie du massif de déchets (ou front de terre) surplombant la partie actuellement vide de déchet ;

Point non abordé durant la visite : Au-delà des enjeux environnementaux, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les dangers que cette situation est susceptible de présenter pour :
- l'employé chargé de l'enfouissement des big bag du fait :

- du risque lié à l'inhalation des fibres d'amiantes libérées par voie aérienne ;
 - du risque mécanique de déstabilisation du massif de déchets durant les heures de travail, par chute de big bag sur l'employé en contrebas ;
- les riverains possédant des terrains en périphérie de l'installation (dont l'exploitant lui-même) sur lesquels des retombées atmosphériques de fibres amiantées sont possibles.

Au vu de ces éléments, un signalement à l'inspection du travail a été réalisé par courriel en date du 23/04/2025. Par ailleurs, il sera demandé à l'exploitant de réaliser des mesures de retombées atmosphériques de fibres d'amiante sur les sols au droit de son installation ainsi que de celui des parcelles cadastrales suivantes : n°0083, 0084, 0075, 0045, 0046, 0068 et 0069.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cette situation présentant un danger immédiat pour l'environnement et la santé du travailleur, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant pour non respect des conditions d'exploitant et de prendre des mesures d'urgences listées ci-dessous en respectant le calendrier suivant :

- cesser l'exploitation de sa plateforme de stockage au droit des secteurs instables en stoppant tout apport de déchet sans délai ;
- mettre en place un moyen permettant d'assurer l'intégrité des déchets d'amiante à l'air libre afin que ceux-ci ne puissent relarguer aucune fibre sous un mois ;
- réaliser une campagne de surveillance des retombées atmosphériques d'amiante sur les sols situés au droit de son site et autour de ce dernier sur les parcelles cadastrales n°0083,

0084, 0075, 0045, 0046, 0068 et 0069. Les prélèvements seront réalisés par un organisme validé par l'inspection des ICPE ;

- assurer la surveillance de l'évolution du massif de déchets ET stabiliser ce dernier par le moyen de son choix sous deux mois.

Avant chaque étape, l'exploitant informe l'inspection des moyens mis en œuvre et de l'avancé des travaux de mesures d'urgence.

Par ailleurs, l'exploitant transmet à l'Inspection, sous un délai d'un mois, un descriptif détaillé de la situation de non conformité (perte d'intégrité des big bag, période à laquelle la non conformité a débuté), des causes ayant conduit à une telle situation et des actions préventives envisagées pour que cette situation ne se reproduise plus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Modification des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2014, article 1.5.1

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance - reception de nouveaux type de déchet

Prescription contrôlée :

Article 1.5.1. porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

+ Article R.181-46 du code de l'environnement :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation

doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

[...]

Constats :

1. Description de la demande :

Un dossier de porter à connaissance daté du 04/04/2025 a été transmis en amont de l'inspection, il en a été accusé réception en date du 23/04/2025. La présente fiche des constats a pour objectif de formuler différentes demandes de compléments sur ce dernier.

En liminaire de l'analyse du dossier ci-dessous, **l'inspection propose de refuser la demande d'apport de nouveaux types de déchets à l'exploitant tant que ce dernier n'aura pas répondu aux demandes de compléments établis dans la présente fiche des constats.**

La modification concerne la possibilité d'accepter **d'autres types de déchets contenant de l'amiante** conformément à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié le 28 octobre 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de stockage de déchets non dangereux, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°2760-2b de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant demande à accepter les nouveaux types de déchets suivants :

Dénomination usuelle du déchet	Code CED
Déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante (DMCCA) : déchets générés par une activité de construction, rénovation ou déconstruction d'un bâtiment ou par une activité de construction, rénovation ou déconstruction de travaux de génie civil	17 06 05 - Matériaux de construction contenant de l'amiante 17 06 01 - Matériaux d'isolation contenant de l'amiante 17 02 04 - Bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances. 16 02 12 - Équipements mis au rebut contenant de l'amiante libre

	<p>contenant de l'amiante libre</p> <p>16 02 13 - Équipements mis au rebut contenant des composants dangereux (3) autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12.</p> <p>15 02 02 - Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses</p>
Déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité (plaques ondulées, plaques supports de tuiles, ardoise, produits plans, tuyaux, canalisations, etc.)	
Déchets de terres naturellement amiantifères	17 05 03 - Terres et cailloux contenant des substances dangereuses
Déchets d'agréats d'enrobés bitumineux amiantés (teneur en HAP doit être inférieure à 50 mg/kg)	17 06 05 - Matériaux de construction contenant de l'amiante

L'inspection note que :

- l'ensemble des codes déchets présents dans le PàC et rappelés ci-dessus relèvent des codes CED dit « miroir » afin d'indiquer le caractère dangereux des déchets (exemple : le code 170605 est en réalité le code 170605*, l'astérisque étant utilisée pour marquer le caractère dangereux du déchet) ;
- les déchets type agrégats d'enrobés bitumineux ou fraisât amianté sont déjà acceptés sur site comme le montrent certains BSD présents sous Track'déchet (n°BSDA-20240905-NEM17TQ5Y). Ce point n'appelle néanmoins aucun commentaire puisque ce déchet relève du CED n°17 06 05* déjà autorisé par l'arrêté d'autorisation du site.

2. Demandes de compléments :

a. Demande de complément en lien avec la demande d'acceptation d'amiante libre :

Il est indiqué dans le porter à connaissance les points suivants :

- **p.12** : l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié ne fait plus de différence entre amiante lié et amiante libre. Les termes « déchets d'amiante lié à des matériaux inertes » et « déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes » sont remplacés par « Déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante » et le terme « amiante lié » est remplacé par le terme « amiante lié ou libre » ;
- **p.17** : « la méthode et le rythme d'exploitation : les conditionnements des déchets acceptés seront identiques à l'actuel ; les quantités annuelles réceptionnées ne seront pas modifiées ; ».

Un rappel de la réglementation en vigueur est insuffisant et il convient de préciser la nouvelle organisation mise en place afin de justifier que le stockage d'amiante libre dans vos installations est compatible avec l'ensemble des articles applicables de l'arrêté ministériel du 15/02/16 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et principalement les articles 39 à 45.

Cela inclut notamment les conditions spécifiques d'accueil et de prise en charge (exemple : type de conditionnement, conditions de travail des salariés, etc.), que l'exploitant compte mettre en place. Ce point est susceptible d'être considéré comme une modification substantielle par l'inspection des installations classées.

Nota : Les déchets suivants doivent être considérés comme de l'amiante libre : produits issus du flocage, du calorifugeage ainsi que les déchets issus du nettoyage de chantiers de désamiantage (poussières collectées par aspiration, boues, filtres de système de ventilation, bâches, chiffons, équipements de sécurité, etc).

b. Demande de complément en lien avec l'ensemble des déchets entrants :

- L'arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.5.1 stipule que :

« Les seuls déchets admissibles sont des déchets d'amiante lié à un support inerte dont le code déchet correspondant est 17 06 05.*

Les déchets acceptés sur le site proviennent, par ordre de priorité, du département de la Gironde puis de la région Aquitaine et des départements limitrophes à la Gironde et enfin des autres départements. »

- PRPGD (Plan Régional de la Prévention et de la Gestion des Déchets de la région Nouvelle-Aquitaine) - p.339 à 342 :

Le Plan recommande notamment sur les départements qui n'en disposent pas :

- la création de plateformes de massification-regroupement de l'amiante,
- la création d'alvéoles spécifiques amiante sur des installations de stockage de déchets non

dangereux.

L'exploitant précise l'origine géographique des déchets et formule une demande concernant l'élargissement de sa zone de chalandise en cas de nécessité.

- L'article 25 de l'arrêté ISDND prévoit que :

« A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. »

L'exploitant justifie la capacité de l'installation à réceptionner les déchets supplémentaires au regard de la capacité globale autorisée. Il se positionne également sur l'éventuel impact sur la date de fin d'exploitation de la décharge au regard du rythme de remplissage actuel.

c. Demande de complément en lien avec les terres amiantées :

Il convient de fournir des précisions sur :

- La procédure d'acceptation préalable qui sera mise en place par l'exploitant afin d'assurer que les terres présentes des propriétés de dangers propres à la présence d'amiante naturelle dans ces dernières et non à d'autres substances. Cette procédure devra notamment inclure une analyse des terres réceptionnés au regard de :
- L'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux critères d'admission de déchet non dangereux en ISDI (annexe II) ;
- L'arrêté ministériel ISDND (Annexe III point 1.b) : L'analyse par lixiviation des concentrations contenues dans le lixiviât porte sur les métaux (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn), les fluorures, l'indice phénols, le carbone organique total sur éluat ainsi que sur tout autre paramètre reflétant les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation. La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.
- Le conditionnement des terres amiantées et leur conditionnement au regard conformément de l'article 2.5.5.1 de l'AP du 23/12/2014.

L'exploitant complète le porter à connaissance avec la procédure d'acceptation préalable envisagée pour les terres amiantifères et précise le conditionnement envisagé des terres amiantées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète son porter à connaissance sur la base des observations de l'inspection des installations classées ci dessus. Dans l'attente de ces compléments, il n'est pas autorisé à accepter de nouveaux types de déchets amiantés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois